

Présenté par
Valérie PÉCRESSE
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

**CPER 2015-2020 : CONSTRUCTION DU BÂTIMENT ' PREMIÈRE PIERRE ' À SERRIS
CPER 2021-2027 : RÉNOVATION ET EXTENSION DE L'IUT AVENUE DE VERSAILLES ET RÉNOVATION
ÉNERGÉTIQUE CENTRE "ULM PANTHÉON"**

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	5
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	9
ANNEXE 1 : FICHES PROJETS	10
ANNEXE 2 : CONVENTION DE COFINANCEMENT	15
ANNEXE 3 : AVENANT 2 A LA CONVENTION DE MAITRISE D'OUVRAGE SERRIS 1ère PIERRE	21

EXPOSÉ DES MOTIFS

Ce rapport propose la première affectation de l'année 2025 pour 3 opérations d'un montant total de 9 000 000 €. Cette enveloppe a en effet été votée lors de la séance du Conseil Régional CR 2025-21 du 18 juin dernier consacrée au budget supplémentaire 2025. Elle a été fléchée sur le volet immobilier du CPER afin de ne pas bloquer l'avancement de ces projets.

1. Construction du bâtiment « Première pierre » à Serris : Affectation complémentaire

Cette opération inscrite au Contrat de Plan 2015-2020 a été dotée d'un budget total de 18,7M€ dont 12,2M€ de la région et 5,5 M€ de l'Etat. Le projet « Première Pierre » consiste en la construction d'un bâtiment d'enseignement en tourisme sur le secteur de Val d'Europe. Le bâtiment est destiné à reloger l'IFIS (Institut Francilien d'Ingénierie des Services) et concernera environ 1200 étudiants.

À la suite de la crise sanitaire et des surcoûts engendrés par la pénurie de matériaux et l'inflation, le projet a été pénalisé par un contexte particulièrement défavorable au moment de l'appel d'offres travaux (début de la guerre en Ukraine) qui a été déclaré sans suite. La Communauté d'Agglomération Val d'Europe a décidé en 2024 de co-financer l'opération à hauteur de 6 000 000 € ce qui permet de relancer la consultation.

Il est proposé d'affecter **6 000 000 €** correspondant à l'avance de la participation de la Communauté d'Agglomération Val d'Europe.

Les autorisations de programme disponibles sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 23 « enseignement supérieur », programme PR23-001 (423001) « Soutien à la construction, rénovation et équipement des établissements d'enseignement supérieur », action 423001022 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur » étant insuffisantes pour assurer une affectation du présent rapport, il a été procédé au transfert d'un montant de 6 M€ à partir du chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur », programme RE23-001 (523001) « Soutien à la construction, rénovation et équipement des établissements d'enseignement supérieur », action 523001021 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur », du budget régional 2025.

2. Construction du bâtiment « Première pierre » à Serris : autorisation de signature de la convention de cofinancement

Il est proposé d'autoriser la Présidente à signer la convention de cofinancement entre la Région et Val d'Europe Agglomération. Cette convention a pour objet de préciser les modalités de versement à la Région, Maître d'Ouvrage.

3. Construction du bâtiment « Première pierre » à Serris : Autorisation de signature de l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage de l'opération

Il est proposé d'autoriser la Présidente à signer l'avenant n° 2 à la convention de maîtrise d'Ouvrage relative à l'opération de construction du bâtiment d'enseignement dédié à l'Université Gustave Eiffel sur le campus Val d'Europe à Serris (77).

Cet avenant a pour objet d'actualiser l'enveloppe de l'opération en y mentionnant les enveloppes budgétaires complémentaires affectées sur ce projet.

4. Rénovation et extension de l'IUT Rives de Seine

Cette opération est inscrite au CPER 2021-2027 pour un financement de 4 M€ sur le volet régional. L'IUT de Paris, composante de l'Université Paris Cité, accueille plus de 2850 étudiants. Les diplômes délivrés couvrent le domaine tertiaire, majoritairement à des niveaux bac+2 et

bac+3. L'établissement connaît un taux de pression élevé avec plus de 30 000 candidatures confirmées sur Parcoursup pour seulement 1005 places en première année. Le projet envisagé consiste à :

- Réagencer les espaces existants, pour augmenter le nombre de salles de cours et de TD, améliorer l'accueil des étudiants et accueillir les renforts de personnel et enseignants.
- Réaliser une extension en terrasse de 600 m² environ, pour un redéploiement des espaces au profit de salles de travail en coworking, de locaux de travail personnel en interours, de salle de documentation numérique, etc.

Il est proposé d'affecter **280 000 €** afin de permettre à l'Etablissement d'engager les études de maîtrise d'œuvre.

5. Rénovations énergétiques centres ULM Panthéon

Cette opération est inscrite au CPER 2021-2027 pour un financement régional de 2,72 M€. Les priorités du projet portent sur la réduction de consommation énergétique finale, la réduction des émissions de gaz à effet de serre notamment via l'isolation thermique des parois. L'Université souhaite diminuer ses consommations d'énergie de 3% par an. Le projet de rénovation permettra également d'améliorer la qualité de l'air intérieur.

La maquette ajustée du CPER a été présentée lors de la Commission Permanente du 9 juillet dernier. L'Université Paris 1 a sollicité un redéploiement de crédits entre trois opérations, sans impact sur les enveloppes globales du CPER. Il s'agit de redéploier une partie des 3 770 000 € prévus pour la rénovation du bâtiment Cujas, peu avancée, de la façon suivante :

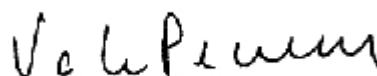
- 1 500 000 € vers l'opération de rénovation de la toiture et des façades du site Lourcine,
- 1 120 000 € vers l'opération de rénovation énergétique du Centre Ulm. Sur cette ligne, la part Etat (165 000 €) a été affectée à un bâtiment situé Place du Panthéon dans le cadre du Plan de Relance.

La Région finance donc à 100% le projet ULM Panthéon. L'enveloppe du projet – initialement de 1765 000 € - est ainsi portée à 2 720 000 €.

Il est proposé d'affecter **2 720 000 €** pour le financement de l'opération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

La présidente du conseil régional
d'Île-de-France



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION

DU 25 SEPTEMBRE 2025

CPER 2015-2020 : CONSTRUCTION DU BÂTIMENT ' PREMIÈRE PIERRE ' À
SERRIS

CPER 2021-2027 : RÉNOVATION ET EXTENSION DE L'IUT AVENUE DE
VERSAILLES ET RÉNOVATION ÉNERGÉTIQUE CENTRE "ULM PANTHÉON"

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU le code de l'éducation, notamment en son article L211-7 ;

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

VU la délibération n° CR 04-00 du 3 mars 2000, portant adoption du Contrat de Plan Etat – Région 2000- 2006 ;

VU la délibération n° CR 53-15 du 18 juin 2015, portant adoption du Contrat de Plan Etat – Région 2015- 2020 ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative aux 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens modifiée ;

VU la délibération n° CP 2021-200 du 01 avril 2021 relative à l'avenant 1 à la convention de maîtrise d'ouvrage

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente modifiée ;

VU la délibération n° CR 2022-046 du 6 juillet 2022 portant adoption du Contrat de Plan Etat- Région 2021-2027 ;

VU la délibération n° CP 2022-363 du 23 septembre 2022 approuvant la convention type de financement des opérations immobilières modifiée par la délibération n° CP 2025-165 du 9 juillet 2025 ;

VU la délibération n° CP 2022-363 du 23 septembre 2022 relative à l'enseignement supérieur portant sur une affectation pour l'opération de rénovation et d'extension de l'IUT avenue de Versailles ;

VU la délibération n° CR 2022-067 du 9 novembre 2022 portant adoption du Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) 2023-2028 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du Règlement Budgétaire et Financier et approbation du Règlement relatif aux méthodes comptables et durées d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1er juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle 2ème rapport 2023 adoptant la charte de visibilité,

VU la délibération n° CP 2024-370 du 7 novembre 2024 relatives à la Charte Républicaine

Régionale pour les établissements d'enseignement du supérieur ;

VU la délibération n° CP 2024-305 du 15 novembre 2024, relative à l'enseignement supérieur portant sur une affectation complémentaire pour l'opération Première Pierre SERRIS ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour 2025.

VU l'avis de la commission de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-249 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 : Construction du bâtiment « Première pierre » à Serris : affectation complémentaire

Affecte en faveur de l'opération Serris Première Pierre une autorisation de programme de **6 000 000 €**, prélevée sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 23 « enseignement supérieur », programme PR23-001 (423001) « Soutien à la construction, rénovation et équipement des établissements d'enseignement supérieur », action 423001022 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur » du budget régional 2025.

Cette affectation relève du Contrat de plan 2015-2020 :

Volet 2 : « Enseignement supérieur et recherche »

Sous volet 21 : « Enseignement supérieur et recherche »

Type d'action 211 : « Opérations nouvelles »

Opération 21109 : « UPEM – Construction d'un bâtiment sur le Campus Val d'Europe à Serris »

Axe de territorialité : Région Île-de-France.

Localisation : Serris (77)

Article 2 : Construction du bâtiment « Première pierre » à Serris : Autorisation de signature de la convention de cofinancement

Autorise la Présidente à signer la convention de cofinancement, en annexe 2, entre la Région et la Communauté d'Agglomération Val d'Europe.

Article 3 : Construction du bâtiment « Première pierre » à Serris : autorisation de la signature de l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage de l'opération

Autorise la Présidente à signer l'avenant n° 3 à la convention de maîtrise d'Ouvrage, en annexe 2 signée le 24 janvier 2018 (CP 2018-065).

Article 4 : Rénovation et extension de l'IUT avenue de Versailles 75016 Paris

Décide de participer, au titre du CPER 2021-2027 au financement de la rénovation et extension IUT avenue de Versailles tel que détaillé dans la fiche-projet en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **280 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à

la convention-type approuvée par délibération n° CP 2025-165 du 9 juillet 2025 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **280 000 €** pour l'Université Paris Cité sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » programme RE23-001 (523001) « Soutien à la construction, rénovation et équipement des établissements d'enseignement supérieur », action 523001021 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur » du budget régional 2025.

Cette affectation relève du Contrat de plan 2021-2027 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe 1 à la délibération, par dérogation prévue à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

Volet 1 « Enseignement supérieur, recherche et innovation »

Sous volet 11 « Immobilier universitaire »

Projet 1144 : « Rénovation et extension IUT avenue de Versailles – Université Paris Cité – 75 – Paris »

Axe de territorialité : Région Île-de-France.

Localisation : Paris (75)

Article 5 : Rénovations énergétiques du centre ULM Panthéon

Décide de participer, au titre du CPER 2021-2027, au financement de l'opération de rénovations énergétiques du centre ULM PANTHEON à Paris (75) tel que détaillé dans la fiche-projet en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum prévisionnel de **2 720 000 €**.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature d'une convention conforme à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2025-165 du 9 juillet 2025 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **2 720 000 €** pour l'opération de la rénovation énergétique centre ULM PANTHEON à Paris (75) sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 23 « Enseignement supérieur » programme RE23-001 (523001) « Soutien à la construction, rénovation et équipement des établissements d'enseignement supérieur », action 523001021 « Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur » du budget régional 2025.

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution de la subvention à compter de la date prévisionnelle de démarrage indiquée dans la fiche projet en annexe 1 à la délibération, par dérogation prévue à l'article 17, alinéa 3 de l'annexe à la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement.

Cette affectation relève du Contrat de plan 2021-2027 :

Volet 1 : « Enseignement supérieur, recherche et innovation »

Sous volet 11 : « Immobilier universitaire »

Projet 1119 : « Rénovations énergétiques centres ULM Panthéon – Paris 1 Panthéon – Sorbonne – 75 – Paris »

Axe de territorialité : Région Île-de-France.

Localisation : Paris (75)

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

ANNEXE 1 : FICHES PROJETS

DOSSIER N° 25003254 - Rénovation et extension IUT avenue de Versailles - Part Etudes - 2ème affectation

Dispositif : Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche (n° 00000252)

Délibération Cadre : CR2022-046 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 902-23-204181-523001-1800

Action : 523001021- Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	280 000,00 € TTC	100,00 %	280 000,00 €
	Montant total de la subvention		280 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS CITE

Adresse administrative : 85 BOULEVARD SAINT-GERMAIN
75006 PARIS 6E ARRONDISSEMENT

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel

Représentant : Madame Christine CLERICI, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 octobre 2023 - 30 septembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Cette anticipation a permis à l'Etablissement de disposer du temps nécessaire pour formaliser son besoin par des diagnostics complémentaires, rédiger et faire approuver un DEX par son Conseil d'administration le 13 décembre 2024, obtenir sa labellisation le 2 juillet 2025, et engager la procédure de sélection des concepteurs.

Description :

L'IUT de Paris, composante à statut dérogatoire de l'Université Paris Cité accueille plus de 2850 étudiants. Les diplômes délivrés couvrent le domaine tertiaire, majoritairement à des niveaux bac+2 et bac+3.

L'établissement connaît un taux de pression élevé avec plus de 30 000 candidatures confirmées sur Parcoursup pour seulement 1005 places en première année. Les locaux actuels, d'une surface globale de 16 000 m², sont situés au 143 avenue de Versailles, dans le 16^e arrondissement de Paris et se répartissent sur trois bâtiments. Dans le cadre du « Plan IUT en Île-de-France », l'IUT a étudié la possibilité d'accueillir 4 groupes supplémentaires de 28 étudiants par an.

Le projet envisagé consisterait à :

- Réagencer les espaces existants, pour augmenter le nombre de salles de cours et de TD, améliorer l'accueil des étudiants et accueillir les renforts de personnel et enseignants. Le coût estimé est de 1M€
- Réaliser une extension en terrasse de 600 m2 environ, pour un redéploiement des espaces au profit de salles de travail en co-working, de locaux de travail personnel en inter-cours, de salle de documentation numérique, etc. Le coût estimé est de 3M€.

Détail du calcul de la subvention :

Le financement régional porte sur les prestations intellectuelles nécessaires à l'élaboration du projet (diagnostics, Etudes et conception).

Le coût estimé de cette phase est de 280 000 €, financés à 100% par la Région.

Localisation géographique :

🏠 PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE ET INNOVATION/Rénovation et extension IUT-avenue de Versailles - Université Paris Cité - 75 - Paris

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes préalables à la réalisation des travaux	280 000,00	100,00%
Total	280 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	280 000,00	100,00%
Total	280 000,00	100,00%

DOSSIER N° 25003255 - Rénovations énergétiques centres ULM Panthéon

Dispositif : Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche (n° 00000252)

Délibération Cadre : CR2022-046 du 06/07/2022

Imputation budgétaire : 902-23-204182-523001-1800

Action : 523001021- Enseignement et recherche dans les établissements d'enseignement supérieur

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Subventions d'investissement pour des opérations immobilières et équipements enseignement supérieur - recherche	2 720 000,00 € TTC	100,00 %	2 720 000,00 €
	Montant total de la subvention		2 720 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : UNIVERSITE PARIS 1 PANTHEON
SORBONNE
Adresse administrative : 12 PLACE DU PANTHEON
75005 PARIS 5E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Scientifique, Culturel et Professionnel
Représentant : Madame CHRISTINE NEAU-LEDUC, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 novembre 2023 - 30 janvier 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'établissement ULM a dû engager à la fin 2023 puis en 2024 des dépenses de diagnostics techniques et de maîtrise d'oeuvre indispensables pour fiabiliser la faisabilité technique, le coût de l'opération. Les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage ont aussi été nécessaires pour instruire les objectifs du tableau de bord de la construction durable.

A ce jour, le montant total de crédits de paiement dépensés par l'Université est de 105 k€ TTC.

Description :

Bâtiment à forte visibilité sur la place du Panthéon, situé au 1 rue ULM, le centre ULM, est un bâtiment administratif construit dans les années 70. Le projet prévoit le remplacement de l'enveloppe externe du bâtiment, pour des raisons tant urbanistiques qu'énergétiques.

Cette rénovation des façades doit répondre à la loi de transition énergétique. Les priorités du projet s'inscrivent donc, dans les objectifs de réduction de consommation énergétique finale, de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'obligation d'isolation thermique des parois. L'Université souhaite diminuer ses consommations d'énergies et de fluides des bâtiments de 3% par an.

Les opérations de remplacement de façades permettront tout à la fois la conformité des débits de renouvellement d'air neuf et la maîtrise de la qualité de cet air.

Enfin, suite à ces travaux énergétiques, l'université souhaite que le bâtiment ULM regroupe 2 directions.

La maquette ajustée du CPER a été présentée lors de la Commission Permanente du 9 juillet dernier. L'Université Paris 1 a sollicité un redéploiement de crédits entre trois opérations, sans impact sur les enveloppes globales du CPER. Il s'agit de redéployer 1 120 000 € vers l'opération de rénovation énergétique du Centre ULM. Sur la ligne CPER « rénovations énergétiques centres ULM Panthéon », la part Etat a été affectée à un bâtiment situé Place du Panthéon dans le cadre du Plan de Relance. La Région finance donc à 100% le projet ULM.

Le montant de l'opération est ainsi porté de 1 600 000 € à 2 720 000 €.

Détail du calcul de la subvention :

Le montant total du projet est évalué à 2.72 millions d'euros TTC. Le financement est assuré par le CPER 2021-2027 à hauteur de 2 720 000 millions d'euros avec un financement à 100% par la Région.

Le projet consiste à remplacer l'enveloppe externe du bâtiment, pour des raisons tant urbanistiques qu'énergétiques et traduit concrètement la loi de transition énergétique pour la croissance verte en actions.

La subvention proposée concerne les études préalables à la réalisation des travaux et les travaux eux-mêmes (études de maîtrise d'oeuvre, prestations intellectuelles, diagnostics, travaux etc...) Le démarrage des travaux est prévu dernier trimestre 2025 pour une réception des travaux fin 2026.

Localisation géographique :

 PARIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, RECHERCHE ET INNOVATION/Rénovations énergétiques centres ULM Panthéon - Paris 1 Panthéon-Sorbonne - 75 - Paris

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes, diagnostics, travaux, aléas et provisions	2 720 000,00	100,00%
Total	2 720 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Ile-de-France	2 720 000,00	100,00%
Total	2 720 000,00	100,00%

ANNEXE 2 : CONVENTION DE COFINANCEMENT

UNIVERSITE GUSTAVE EIFFEL
CONSTRUCTION DU BATIMENT « PREMIERE PIERRE » A SERRIS (77)

Convention de cofinancement

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La communauté d'agglomération Val d'Europe, représentée par son Président, Philippe **DESCROUET**, dûment habilité par la délibération n° du prise par l'Assemblée XXX, ci-après désigné par le **XXXX**

D'UNE PART,

ET

La Région Île de France, représentée par la Présidente du Conseil Régional, **Madame Valérie PECRESSE**, dûment habilitée par la délibération n°CP xxx du xxxx prise par la Commission Permanente du Conseil régional, ci-après désignée par la **Région**,

D'AUTRE PART,

APRES AVOIR RAPPELE :

- La construction du bâtiment « Première pierre », inscrite au CPER 2015-2020 pour un montant de 15M€ dont 5,5M€ Etat et 9,5M€ Région,
- Afin d'anticiper les surcouts attendus liés au contexte économique au moment du lancement de la consultation travaux, la région a augmenté sa participation de 11,7M€ portant l'enveloppe à 25M€.
- Malgré cet effort financier très important, le projet a été pénalisé par un contexte particulièrement défavorable (début de la guerre en Ukraine, covid). Le résultat de

l'appel d'offres après négociation était de 23M€ TTC soit une opération à 31M€ toutes dépenses confondues.

- Le Préfet de la Région Île-de-France a signifié son accord le 5 mai 2017 pour que la maîtrise d'ouvrage de l'opération soit confiée à la Région conformément à l'article L 211-7 du code de l'éducation. Une convention présentée à la Commission permanente de la Région (CP n° 2018-065 du 24 janvier 2018) à laquelle est annexé le Programme technique de construction est signée entre l'Etat, l'Académie et la Région le 29 mars 2018 pour ratifier cet accord.
- Par délibération n° 2024-305 du 15 novembre 2024, la Région a ouvert une autorisation de programme de 8M € pour permettre la poursuite du projet

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de versement à la Région, Maître d'Ouvrage, de la participation de 6M€ au financement de la construction du bâtiment « Première pierre » à Serris pour l'Université Gustave Eiffel.

ARTICLE 2 – ENGAGEMENTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION VAL D'EUROPE

La communauté d'agglomération Val d'Europe s'engage à participer au financement de la construction du bâtiment « Première pierre » à Serris pour l'Université Gustave Eiffel et à verser à la Région 6.000.000 €.

Elle s'engage à inscrire au moment voulu au budget les crédits nécessaires à la réalisation de l'opération.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DE LA REGION

La Région s'engage à associer la communauté d'agglomération Val d'Europe aux étapes de réalisation du projet, en particulier au moment du chantier, avec la participation aux réunions mensuelles d'avancement, aux visites de chantier, aux comités techniques et comités de pilotage etc..

La Région tient la communauté d'agglomération Val d'Europe informée de toute difficulté ou événement important imprévu susceptible de modifier l'opération ou de retarder, voire d'interrompre les travaux.

ARTICLE 4 – ECHEANCIER DE VERSEMENT

Les versements s'effectuent, conformément à l'avancement prévu et aux besoins de paiement estimés, selon l'échéancier suivant :

1^{er} versement : 1 500 000 €, soit 25 % à la notification des marchés de travaux,

2^{ème} versement : 1.500.000 €, soit 25%, à la mise hors d'eau du bâtiment.

3^{ème} versement : le solde de la subvention, soit les 50 % restants, 3 000.000 €, à réception du bâtiment.

Ces règlements interviennent au vu des pièces justifiant l'état d'avancement des travaux, certifiées par le maître d'œuvre et communiquées à la communauté d'agglomération Val d'Europe par la Région.

ARTICLE 5 – VERSEMENT DES CREDITS

Les sommes dues par la communauté d'agglomération Val d'Europe, au titre de sa participation au financement de la construction du bâtiment, sont versées après réception des pièces justifiant l'avancement de l'opération, sur production de titres de perception émis par les services de la Région, sur le compte établi au nom de :

Monsieur le Receveur Général des Finances
Trésorier-Payeur de la Région Ile de France
94 rue de Réaumur
75014 PARIS Cedex

ARTICLE 6 – PUBLICITE DU SOUTIEN DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VAL D'EUROPE

Sur tous supports d'information et de promotion du programme, la Région s'engage à faire état de la participation financière de la communauté d'agglomération Val d'Europe pour la réalisation de l'opération définie à l'article 1 de la présente convention.

Dès l'ouverture du chantier, un panneau d'information mentionnant la participation de la communauté d'agglomération Val d'Europe est implanté par la Région sur le site de l'opération. La Région en garantit le maintien dans de bonnes conditions de visibilité pendant toute la durée des travaux.

Les partenaires s'engagent en outre, chaque fois qu'ils font une opération de relations publiques en direction de la presse ou du public sur leur participation au financement du projet, à faire mutuellement mention de leur participation commune et de leur collaboration dans ces domaines et à y intégrer les logos des deux

collectivités.

Les partenaires s'autorisent mutuellement à utiliser l'image du projet dans le cadre de leur communication propre (brochure, bilan d'activité, communications diverses...).

ARTICLE 7 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet le jour de sa notification à la Région. Elle expire après versement du solde de la subvention de la communauté d'agglomération Val d'Europe, conformément à l'échéancier fixé à l'article 4.

ARTICLE 8 – RESTITUTION TOTALE OU PARTIELLE DE LA SUBVENTION

Si le projet venait à être abandonné et si aucun investissement n'a été effectué, la Région s'engage à restituer les crédits perçus au titre de la première tranche de subventionnement prévus à l'échéancier fixé à l'article 4.

ARTICLE 9 – MODIFICATION DE LA CONVENTION

S'il survient des circonstances exceptionnelles le justifiant, l'échéancier peut être modifié par avenant à la présente convention soumis pour approbation à la communauté d'agglomération Val d'Europe ainsi qu'à celle de la Région. Il en est de même pour toute modification substantielle de la présente convention.

ARTICLE 10 – RESILIATION DE LA CONVENTION

En cas d'inexécution par l'une des parties d'une ou plusieurs de ses obligations, sur demande expresse et motivée de l'autre partie, la présente convention est résiliée de plein droit dans les conditions fixées aux alinéas suivants.

La résiliation ne peut intervenir qu'après que la partie défaillante aura été mise en demeure par l'autre partie d'accomplir ses obligations, dans un délai de 3 mois fixé par la mise en demeure.

Au cours de cette période, les deux parties restent tenues d'exécuter leurs obligations contractuelles.

Le délai court à compter de la notification de la mise en demeure expédiée en recommandé avec demande d'avis de réception postale.

La résiliation est effective à l'expiration du délai de préavis sauf si, dans ce délai :

- les obligations citées dans la notification ont été exécutées ou ont fait l'objet d'un début d'exécution ;
- L'inexécution des prestations requises est consécutive à un cas de force majeure.

Fait à xxx, le

Fait à Saint-Ouen, le

Pour la communauté d'agglomération Val
d'Europe
Le Président

Pour la Région Ile de France
La Présidente du Conseil
Régional,

Philippe DESCROUET

Valérie PECRESSE

**ANNEXE 3 : AVENANT 2 A LA CONVENTION DE MAITRISE
D'OUVRAGE SERRIS 1ère PIERRE**

**AVENANT N°2 A LA
CONVENTION DE MAÎTRISE D'OUVRAGE**

Bâtiment Première Pierre Campus Val d'Europe.

Entre

L'État (ministère de l'éducation nationale, de la recherche et de l'enseignement supérieur)
représenté par Monsieur le Préfet de la Région Ile-de-France,
Assisté de Monsieur le Recteur de l'Académie de Créteil,
ci-après dénommé l'« Etat »,
d'une part,

et

La Région Ile-de-France représentée par la Présidente du Conseil régional,
dûment habilitée par délibération de la Commission permanente du Conseil régional
n° CP 2025-249 en date du 25 septembre 2025, ci-après dénommée la « Région »,
d'autre part,

VU

- ✕ le Code de l'éducation et notamment son article L. 211-7 relatif à la maîtrise d'ouvrage de constructions ou d'extensions d'établissements d'enseignement supérieur confiée à des collectivités territoriales ;
- ✕ le Contrat de Plan conclu 9 juillet 2015 entre l'Etat et la Région, et notamment le volet Enseignement supérieur et recherche, Innovation, Numérique et Emploi prévoyant l'engagement financier de la Région et de l'Etat sur l'opération de construction d'un bâtiment d'enseignement pour l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée (UPEM) sur le campus Val d'Europe à Serris (77) ;
- ✕ la circulaire interministérielle (budget, enseignement supérieur et recherche) du 16 janvier 1995 relative à la déconcentration des investissements exécutés par l'État et des subventions d'investissements accordées par l'État ;
- ✕ la circulaire interministérielle (budget, enseignement supérieur et recherche) du 16 janvier 1995 relative au régime de propriété des constructions universitaires financées par les collectivités locales ;
- ✕ la circulaire n°90-349 du 21 décembre 1990 relative à l'exercice par les collectivités territoriales ou leurs groupements de la maîtrise d'ouvrage des constructions d'établissements d'enseignement supérieur ;
- ✕ la circulaire interministérielle (éducation nationale, finances) du 6 février 2002 relative aux modalités d'attribution des subventions d'investissement aux établissements publics d'enseignement supérieur et aux collectivités locales ou leurs groupements pour certaines constructions universitaires et leur premier équipement ;
- ✕ la circulaire n°2015-146 du 19 août 2015 relative à l'expertise des projets de construction universitaires ;
- ✕ l'agrément du Préfet de région en date du 31 août 2017 accordé sur le dossier d'expertise de l'opération ;

- ✂ la convention de maîtrise d'ouvrage entre l'Etat et la Région Ile-de-France signée le 16 mai 2018 relative à la construction d'un bâtiment d'enseignement sur le campus Val d'Europe à Serris (77) ;
- ✂ la décision du conseil Régional, par délibération n° CP 2020-C30 du 18 novembre 2020, d'affecter un budget supplémentaire de 1 M€ à l'opération en raison du surcoût prévisionnel de l'opération du fait de la crise sanitaire ;
- ✂ la décision du conseil Régional, par délibération n° CP 2021-452 du 19 novembre 2021, d'affecter un budget supplémentaire de 2.7M€ à l'opération pour les travaux.
- ✂ la décision du conseil Régional, par délibération n° CP 2024-305 du 15 novembre 2024, d'affecter un budget supplémentaire de 8M€ à l'opération pour relancer une procédure de consultation des entreprises de travaux.
- ✂ la décision du conseil Régional, par délibération n° CP 2025-249 du 25 septembre 2025, d'affecter un budget supplémentaire de 6M€ à l'opération correspondant à l'avance de la participation de la Communauté d'Agglomération Val d'Europe conformément à la convention de financement.

IL EST CONVENU DE CE QUI SUIT

Article 1 - Objet de la convention et de l'avenant n°2

L'objectif des signataires est de construire un bâtiment d'enseignement dédié à l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée sur le campus Val d'Europe à Serris (77).

Dans cette perspective, la convention de maîtrise d'ouvrage porte sur les études, la réalisation et le premier équipement de l'ensemble de ce projet ainsi que l'aménagement des espaces extérieurs dans la limite de l'emprise identifiée à l'article 2 ci-dessous.

Cette convention est complétée par le présent avenant n°2, dont l'objet est d'augmenter l'enveloppe de l'opération en la portant de 16 M€ à 32.7 M€.

L'État confie à la Région qui l'accepte, la maîtrise d'ouvrage de l'opération définie ci-dessus.

Article 2 - Lieu d'implantation

Les locaux destinés à cet établissement seront implantés au sein du quartier des Gassets qui hébergera le futur campus universitaire du Val d'Europe.

Le bâtiment sera implanté sur le lot AF4G1b d'une superficie 2 186 m², appartenant à l'Etat, qui réunit la parcelle ZA 374, d'une surface de 1042 m² située dans la ZAC de Montévrain Université sur la commune de Montévrain et la parcelle AC 418 d'une surface de 1 144 m² située dans la ZAC des Gassets sur la commune de Serris.

Article 3 – Financement

Le montant retenu pour cette opération s'élève à 32.7 millions d'euros comprenant l'ensemble des dépenses (études, travaux, VRD, premier équipement).

Conformément aux engagements financiers pris au titre du contrat de projets 2015-2020,

- l'Etat s'engage à participer au financement de cette opération pour un montant de 5,5 millions d'euros.

- la Région s'engage à participer au financement de cette opération pour un montant de 9,5 millions d'euros.

Par délibération n° CP 2020-473 du 18 novembre 2020, la Région a décidé d'affecter un budget supplémentaire de 1M€ à l'opération en raison du surcoût prévisionnel du fait de la crise sanitaire.

Par délibération n° CP 2021-452 du 19 novembre 2021, la Région a décidé d'affecter un budget supplémentaire de 2.7M€ à l'opération pour les travaux.

Par délibération n° CP 2024-305 du 15 novembre 2024, la Région a décidé d'affecter un budget supplémentaire de 8M€ à l'opération pour relancer une procédure de consultation des entreprises de travaux.

Par délibération n° CP 2025-249 du 25 septembre 2025, la Région a décidé d'affecter un budget supplémentaire de 6M€ à l'opération correspondant à l'avance de la participation de la Communauté d'Agglomération Val d'Europe conformément à la convention de financement.

La participation de l'Etat est ferme et définitive. Le maître d'ouvrage supporte les risques du fait des aléas administratifs, techniques ou économiques hors les cas d'une absence de mobilisation des cofinancements attendus du (ou des) partenaire(s) sur l'opération ou de délais trop importants pris par les cosignataires pour transmettre leur avis sur les pièces techniques communiquées au titre de l'article 5 ci-après.

3.1 - La première phase de l'opération est entièrement financée par l'Etat.

Ce financement doit permettre de couvrir l'élaboration du programme architectural, fonctionnel et environnemental de l'opération, les premiers diagnostics techniques ainsi que les frais liés à l'acquisition. Un montant de 150 000 € a été affecté par l'Etat pour financer cette phase.

3.2 – La seconde phase de l'opération est entièrement financée par la Région.

Ce financement doit permettre de couvrir l'élaboration des diagnostics complémentaires ainsi que les prestations du mandataire, de la maîtrise d'œuvre et des intervenants chargés des missions de contrôle et de coordination.

Des affectations successives d'un montant global de 2,23 millions d'euros (enveloppe du Contrat de plan) seront proposées en Commission permanente pour financer cette phase.

3.3 - La troisième phase qui démarre au stade de l'approbation de l'avant-projet définitif, est cofinancée par l'Etat et la Région.

La participation de l'Etat s'élève sur cette phase à 5,35 millions d'euros. Celle de la Région à 8,27 millions d'euros.

Ce financement doit permettre l'attribution des marchés de travaux et la réalisation du chantier ainsi que le premier équipement.

La couverture en crédits de paiement par l'Etat est effectuée en fonction de l'échéancier correspondant aux phases techniques suivantes :

- 1er versement : 15 % de 5,35 M€, soit 802 500 €, au démarrage des travaux.
- 2ème versement : 30 % de 5,35 M€, soit 1 605 000 €, à l'achèvement des fondations.
- 3ème versement : 30 % de 5,35 M€, soit 1 605 000€, à l'achèvement du clos et couvert du bâtiment.
- 4ème versement : le solde de la subvention, correspondant aux 25 % restants, soit 1 337 500 €, à la réception des travaux.

Les acomptes sont payés sur émission d'un titre de recette accompagné de la production d'un certificat établi par le maître d'ouvrage et validé par le représentant de l'Etat, ordonnateur de la subvention, mentionnant l'état d'avancement des travaux par rapport à la réalisation effective des phases techniques décrites dans la présente convention.

Le Directeur régional des finances publiques d'Ile-de-France et du département de Paris, 94, rue Réaumur, 75014 Paris Cedex 02, est le comptable assignataire des dépenses.

Article 4 – Dossier d'expertise

Le dossier d'expertise de l'opération fixant les objectifs et la consistance du projet, élaboré par l'Université Paris-Est Marne-la-Vallée a été approuvé par son conseil d'administration le 11 mai 2017.

Article 5 - Maîtrise d'ouvrage

L'opération est menée par la Région sur la base des caractéristiques du projet fixées dans la décision préfectorale approuvant le dossier d'expertise.

Le maître d'ouvrage s'engage à associer étroitement à la mise en œuvre de l'opération le Préfet de Région, la Rectrice de l'Académie de Créteil ainsi que le chef de l'établissement d'enseignement supérieur, ou leurs représentants respectifs.

L'avis préalable et explicite de l'État est sollicité lors des différentes phases d'études, et notamment au stade de l'avant-projet, avant leur approbation par le maître d'ouvrage.

L'Etat et l'établissement d'enseignement supérieur sont notamment représentés avec voix délibérative au sein du jury de sélection de l'équipe de maîtrise d'œuvre. La participation des utilisateurs est également prévue au sein de la commission technique d'analyse des projets de maîtrise d'œuvre.

Pendant le déroulement de l'opération, les services de l'État ne peuvent pas intervenir directement auprès de la maîtrise d'œuvre ou des entreprises. Toutes les remarques utiles doivent être adressées au maître d'ouvrage. À cette fin, des réunions de suivi sont organisées au moins une fois par trimestre entre le maître d'ouvrage et les services compétents de l'État.

La déclaration d'ouverture de chantier et l'ordre de service de démarrage des travaux seront communiqués aux services de l'Etat et de l'établissement d'enseignement supérieur dès le début des travaux de construction.

Article 6 - Remise des immeubles à l'État

La réception des travaux est prononcée par la Région, maître d'ouvrage qui veille à ce que les représentants de l'État et de l'établissement d'enseignement supérieur assistent aux opérations préalables à la réception des ouvrages.

Une ampliation du procès-verbal des opérations préalables à la réception, des propositions du maître d'œuvre et de la décision de réception prise par le maître d'ouvrage est adressée au recteur d'académie, service de l'ingénieur régional de l'équipement.

Les ouvrages sont remis gratuitement et en pleine propriété à l'État après réception des travaux notifiée aux entreprises et à condition que la Région ait assuré toutes les obligations qui lui incombent pour permettre une mise en service immédiate de l'ouvrage. La remise en pleine propriété à l'État intervient conformément aux dispositions de l'article 7 ci-après.

Toute remise partielle correspondant à une mise en fonctionnement fractionnée des bâtiments ne peut intervenir qu'après la réception partielle correspondante.

La remise des ouvrages à l'État ne peut être acceptée qu'après l'obtention de l'avis favorable d'ouverture au public de la commission de sécurité et d'accessibilité compétente.

Au jour de la réception, un procès-verbal de prise de possession est établi entre les représentants de l'Etat, la Région et l'affectataire. Il précise les responsabilités de l'affectataire relatives à la sécurité des biens et des personnes ainsi qu'à l'entretien des installations pour la période comprise entre la prise de possession du bâtiment, dès la réception des travaux, et la remise officielle de l'ouvrage à l'Etat.

La remise à l'État des bâtiments doit faire l'objet d'un constat contradictoire de l'état des lieux, consigné dans un procès-verbal de remise signé par la Région et l'État représenté par la Rectrice de l'Académie.

Au procès-verbal de remise à l'État est annexé, en deux exemplaires, un dossier constitué des pièces suivantes :

a. Pièces administratives :

- ✂ arrêté de permis de construire et ses annexes ;
- ✂ marchés et rapports finaux de maîtrise d'œuvre, de contrôle technique, de coordination sécurité-santé et de travaux;
- ✂ procès-verbaux de réception ;
- ✂ attestation d'assurance des maîtres d'œuvre, du contrôleur technique, du coordonnateur sécurité-santé et des entreprises titulaires des marchés.

b. Pièces techniques :

- ✂ plans de récolement des ouvrages exécutés et notes de calcul ;
- ✂ bilan des surfaces réalisées : utiles, dans œuvre et hors œuvre nettes ;
- ✂ procès-verbaux des réunions de chantier ;
- ✂ plans de récolement des VRD ;
- ✂ notices de fonctionnement, d'entretien et de contrôle des divers équipements ;
- ✂ procès-verbaux d'épreuve et de contrôle des matériaux et équipements mis en œuvre.

c. Pièces relatives à la sécurité :

- ✂ plans des installations et dispositifs concourant à la sécurité du bâtiment ;
- ✂ Dossier du système de sécurité incendie
- ✂ rapport final du contrôle technique relatif à la sécurité des personnes ;
- ✂ dossier d'intervention ultérieur sur l'ouvrage ;
- ✂ avis de la commission de sécurité et d'accessibilité compétente et arrêté d'ouverture.

La remise des ouvrages transfère à l'État (ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche) les droits et obligations du propriétaire à l'exception de ce qui est prévu au paragraphe suivant.

Entrent dans la mission de la collectivité territoriale maître d'ouvrage la levée des réserves de réception et le règlement de tout litige lié aux travaux dont elle a eu la maîtrise, avec des tiers ou avec les entrepreneurs, maîtres d'œuvre, fournisseurs et prestataires intervenants, ainsi que les actions qui lui incombent jusqu'à l'expiration de la période de parfait achèvement, à l'exception des actions en garantie biennale et décennale qu'il appartiendra à l'État propriétaire d'engager.

Article 7 - Propriété des ouvrages

Les ouvrages construits sur terrain appartenant à l'État deviennent propriété de ce dernier en vertu du droit d'accession.

Article 8 – Eligibilité au FCTVA

Conformément à l'article L.211-7 du code de l'éducation et en application des modalités d'intervention portées au contrat de projets, la dépense exposée par la Région au titre de cette opération est éligible au fonds de compensation de la taxe à la valeur ajoutée.

Article 9. Modification de la convention

Toute modification de la présente convention fait l'objet d'un avenant cosigné par les parties en présence, adopté préalablement par la Commission permanente du Conseil Régional

Article 10. Durée de la convention

La présente convention prend effet dès signature par l'ensemble des parties. Elle prend fin à la signature du Procès-verbal de remise à l'Etat.

La remise du compte-rendu définitif des dépenses afférentes à l'opération, signé du représentant de la Région sera transmis postérieurement, dès qu'il sera disponible.

Fait en trois exemplaires originaux,

A _____, le

A _____, le

Pour l'État
Le Préfet de la Région Ile-de-France
Préfet de Paris

Pour la Région Ile-de-France
La Présidente du Conseil régional d'Île-de-France

+

A, le

Pour l'Académie de Créteil
Le Recteur de l'Académie